

Travail et politique

Dossier coordonné par Laurent Bazin (CNRS-CLERSÉ)

Par un curieux retournement de situation, la logique des ajustements structurels expérimentée sur l'Afrique et l'Amérique latine il y a trente ans semble aujourd'hui s'être refermée sur l'Europe qui en est l'un des creusets idéologiques principaux. Les mêmes mécanismes généraux sont en jeu, pour des économies qui relèvent de configurations pourtant très différentes. A trois décennies de distance, de part et d'autre de la Méditerranée et du Sahara, la crise d'endettement des États apparaît comme un moment essentiel où se révèle leur assujettissement aux institutions et marchés financiers (publics ou privés) et aux conceptions de l'économie dont ils sont les porteurs ; le poids de la dette et des remboursements se traduit très directement par une pression sur le « coût du travail » qui se décline semblablement en terme de baisse des salaires, de flexibilité et de réduction des protections du travail, de diminution de la fonction publique, tandis que la récession et l'austérité budgétaire entraînent une destruction de l'emploi, ou ce qu'il est convenu de désigner comme son informalisation. Une rupture avec les formes de régulation du travail bâties par les États dans les décennies antérieures se présente comme le corollaire nécessaire de ces « crises », la pression de la concurrence internationale et la restauration d'une compétitivité des systèmes productifs venant boucler ce scénario. Celui-ci est désormais bien rôdé puisque, à l'échelle globale, les orientations des politiques économiques et les accords internationaux ont eu précisément pour visée d'organiser le monde comme un système d'économies ouvertes, d'intensifier la concurrence et d'en faire le mécanisme central de régulation économique. C'est bien le travail qui est la cible première de l'internationalisation du marché.

Ces phénomènes, la circulation des crises et des « recettes » pour en sortir, ne sont économiques qu'en apparence. Ils n'apparaissent soumis à la nécessité des lois et des mécanismes économiques que dans la mesure où l'économie est elle-même produite en instance hégémonique et totalisante des sociétés actuelles, qu'elles se situent au centre, comme l'Europe, ou à la périphérie du capitalisme global, comme l'Afrique. En cela, l'économie véhicule un modèle de représentation du monde déconnecté de sa réalité, mais qui contribue à la transformer en profondeur, et engendre une multiplicité de contradictions. C'est en particulier l'Etat, son rôle, ses champ de compétence, la nature de ses interventions qui sont en jeu dans le retour du libéralisme économique et la normalisation par les mécanismes financiers et marchands internationaux qui s'est enclenchée dans les années 1980 : c'est donc également les bases sur lesquelles les États produisent leur légitimité et leur autorité qui se transforment ainsi que les conceptions de la citoyenneté.

Comme l'a bien démontré l'historien Frederick Cooper, les États africains indépendants dans les années 1960 ont hérité du développement comme idéologie légitimatrice, qui s'est bâtie dans les décennies précédentes autour d'une préoccupation pour la régulation du travail et la stabilisation des classes ouvrières. Le retournement libéral des années 1980 a déplacé ce pivot idéologique du travail et du développement au marché et à la gouvernance, le travail devenant une « variable d'ajustement » périphérique et la « lutte contre la pauvreté » prenant

la place des politiques visant auparavant la stabilisation des classes ouvrières. Une normalisation du travail à l'échelle internationale continue néanmoins sa progression, notamment à travers l'OIT par l'universalisation des catégories d'emploi et de chômage, l'invention de celle de travail décent, la standardisation des prescriptions du droit du travail (et syndical) ou encore la recherche de moyens visant le renforcement des systèmes de protection sociale. Enfin, l'intensification des migrations, internes au continent africain ou intercontinentales, renvoie à une internationalisation du marché du travail que contredisent les politiques migratoires des États et les tensions xénophobes qui se manifestent partout. La dépendance de nombreuses régions ou pays africains envers les revenus des travailleurs émigrés ne cesse néanmoins de se renforcer.

Remodelé dans de nouveaux formats idéologiques et de nouveaux standards internationaux, abandonné à la régulation hypothétique d'un marché non moins hypothétique, décliné dans de nouveaux termes tels que celui de l'auto-entrepreneuriat associé aux dispositifs du microcrédit, éclaté dans l'émiettement des situations d'emploi et les stratégies de multiplication des sources de revenus, confinés dans des réseaux familiaux, villageois, ethniques, clientélistes ou migratoires, délocalisé et dispersé par le biais des migrations, nationalisé à travers les politiques de l'identité nationale, le travail demeure une question politique essentielle. Autrefois intégrée dans les problématiques portant sur la formation des classes ouvrières ou sur la prolétarianisation des paysannes africaines et qui faisaient écho à la centralité idéologique du travail, à la force des mouvements ouvriers et à l'attention que lui portaient les États, la lecture politique du travail est aujourd'hui opacifiée par l'atomisation tendancielle des situations de travail et d'emploi autant que par l'ensemble des phénomènes idéologiques évoqués plus haut.

Ce numéro de *Politique africaine* souhaite faire le point sur les multiples voies par lesquelles se manifeste aujourd'hui la dimension politique du travail sur le continent. Au côté d'études consacrées aux mouvements sociaux, syndicaux ou politiques qui se constituent autour de revendications liées au travail (ou de son absence), l'objectif est de réunir également des articles qui mettent en évidence l'importance de l'État dans les représentations du travail et la configuration des situations de travail. On se demandera inversement quelle attention les États africains accordent aujourd'hui au travail. Quelle est la place qu'occupe le travail dans les représentations de l'État, la définition de la citoyenneté, les idéologies politiques des gouvernants et ou des mouvements d'opposition, les formes diverses de contestation et de révoltes ? Quelles politiques d'emploi sont mises en œuvre, au profit de quelles catégories sociales et avec quels effets ? Ressource rare, l'emploi et sa distribution peuvent aussi acquérir un rôle stratégique de première importance dans l'instauration d'un contrôle social ou la constitution de clientèles, qu'elles soient associées à des pouvoirs locaux ou nationaux, à des formes diverses de mouvements, allant de groupes religieux aux partis politiques en passant par des troupes armées en rébellion. Même si le dossier portera principalement sur l'Afrique (au nord et au du Sahara), des contributions intégrant d'autres terrains, y compris européens et nord-américains, sont les bienvenues.

Les propositions de contribution (une page) sont à envoyer au coordinateur (bazinlaurent@wanadoo.fr) d'ici au **15 mai 2013**. Les articles retenus devront être remis au plus tard le 15 septembre 2013 pour évaluation par la rédaction de la revue. Date de publication prévue du dossier : mars 2014.